

COUR D'ARBITRAGE

F 90 — 1313

Arrêt n° 15/90 du 5 avril 1990

Numéro du rôle : 135.

En cause : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, introduit par le Conseil des Ministres.

La Cour d'arbitrage,

composée des :

présidents J. Sarot et J. Delva,

les juges J. Wathelet, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior et H. Boel,

assistée du greffier H. Van der Zwahlen,

présidée par le président J. Sarot,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet*

Par requête du 10 avril 1989 envoyée à la Cour le même jour par lettre recommandée à la poste et reçue au greffe le 11 avril 1989, le Conseil des Ministres demande l'annulation du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, publié au *Moniteur belge* du 14 décembre 1985, dans ses :

- article 36, seconde phrase : dans la mesure où cette disposition règle l'enquête;
- article 44, alinéa 3, 1^o, seconde phrase : dans la mesure où les lieux visés dans cette disposition constituent un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution;
- article 44, alinéa 3, 5^o, première phrase : dans la mesure où cette disposition règle la valeur probante des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires visés à l'article 44;
- article 46, § 2, première phrase : dans son ensemble;
- article 46, § 2, seconde phrase : dans la mesure où, dans cette disposition, des personnes autres que celles qui ont été condamnées sont visées par l'expression « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations »;
- article 54, première phrase : dans son ensemble;
- article 55, alinéa 1er : dans la mesure où cette disposition autorise la confiscation de moyens de transport, même lorsqu'ils n'appartiennent pas au condamné;
- article 56, § 1er : dans son ensemble;
- article 56, § 2 : dans la mesure où, dans cette disposition, des personnes autres que celles qui ont été condamnées sont visées par l'expression « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations »;
- article 57 : dans la mesure où, dans cette disposition, une personne autre que celle qui a été condamnée est visée par l'expression « civilement responsable du paiement des amendes »;
- article 58, § 4 : dans la mesure où ce paragraphe impose au greffier de la juridiction pénale, appelée à statuer sur le fond d'une affaire concernant les infractions prévues à l'article 59, §§ 1er et 2, du décret, l'obligation de notifier au fonctionnaire désigné par l'Exécutif régional wallon copie des citations à comparaître;
- article 58, § 5 : dans son ensemble.

Il demande aussi l'annulation de l'article 3 du décret de la Région wallonne du 9 avril 1987, publié au *Moniteur belge* du 10 juin 1987, qui a inséré un article 44, alinéa 2, dans le décret précité du 5 juillet 1985.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 11 avril 1989, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

En date du 2 mai 1989, les juges-rapporteurs J. Wathelet et L.P. Suetens ont estimé qu'il n'y avait pas lieu, en l'espèce, de faire application de la procédure préliminaire prévue par les articles 69 à 73 de ladite loi organique.

Conformément à l'article 76, § 4, de la loi organique de la Cour, le recours a été notifié par lettres recommandées à la poste le 3 mai 1989 remises aux destinataires les 5, 8 et 9 mai 1989.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 9 mai 1989.

La S.A. Jean Lamesch, dont le siège social est à 6741 Vance, rue de la Semois 145, représentée par son conseil d'administration, ayant pour avocats Me Anne Simon, du barreau de Dinant, et Me D. Lagasse, du barreau de Bruxelles, et faisant éléction de domicile au cabinet de celui-ci, avenue F.D. Roosevelt 56, à 1050 Bruxelles, a introduit un mémoire « en intervention » le 7 juin 1989.

Par requête datée du 23 juin 1989 et reçue au greffe le 26 juin 1989, l'Exécutif régional wallon a introduit une requête tendant à obtenir une prorogation du délai imparti pour déposer un mémoire.

Par ordonnance du 28 juin 1989, le président en exercice a déclaré cette requête irrecevable.

L'Exécutif régional wallon, représenté par son Président, dont le cabinet est à 5000 Namur, rue de Fer 42, a introduit un « mémoire en réponse » le 10 juillet 1989.

Par ordonnance du 20 septembre 1989, la Cour a prorogé jusqu'au 10 avril 1990 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 7 novembre 1989, la Cour a décidé :

1. de ne pas admettre l'Exécutif régional wallon aux débats;
2. d'inviter le Conseil des Ministres à déposer, dans le mois de la notification de l'ordonnance, un mémoire concernant la recevabilité du recours qu'il a introduit, en ce qui concerne les articles 36, seconde phrase; 44, alinéa 2; 58, § 4 et 58, § 5, du décret en cause.

Cette ordonnance a été notifiée à l'Exécutif régional wallon, au Conseil des Ministres et à la S.A. Jean Lamesch par lettres recommandées à la poste le 8 novembre 1989 et remises aux destinataires le 9 novembre 1989.

Le Conseil des Ministres a fait parvenir un mémoire à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 décembre 1989.

Par ordonnance du 9 janvier 1990, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 1er février 1990.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties. Celles-ci et leurs avocats ou représentants ont été informés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 11 janvier 1990 et remises aux destinataires le 12 janvier 1990.

A l'audience du 1er février 1990 :

- a comparu M. M. Bertrand, conseiller-adjoint aux services de la chancellerie du Premier Ministre, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;
- les juges-rapporteurs J. Wathelet et L.P. Suetens ont fait rapport;
- M. M. Bertrand précité a été entendu;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. En droit

A.1. La requête est introduite en application de l'article 4, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage et se réfère en l'occurrence au recours du Conseil des Ministres du 21 septembre 1988 (publié au *Moniteur belge* du 11 octobre 1988) en annulation de certaines dispositions du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la gestion des déchets.

A.2. Dans sa motivation du recours en annulation, la requête renvoie à l'arrêt n^o 44 de la Cour du 23 décembre 1987 concernant une question préjudicielle posée par le tribunal de première instance à Anvers relative à certaines dispositions du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets.

A.3. La S.A. Jean Lamesch a introduit un mémoire parce qu'elle estime avoir un intérêt à voir le décret annulé.

En effet, elle a introduit le 14 avril 1989 auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation contre un arrêté ministériel du 9 janvier 1989 lui refusant l'agrément en qualité d'exploitant de décharges contrôlées pris par le Ministre de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie pour la Région wallonne. Ce recours en annulation est notamment fondé sur la violation par le décret wallon du 5 juillet 1985 des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

A.4. La S.A. Jean Lamesch demande l'annulation du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985, en particulier des articles 36, 44, 46 et 54 à 58 pour les motifs indiqués dans la requête en annulation, ainsi que pour le motif que l'article 44 du décret attaqué détermine la valeur probante des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires de la Région wallonne et permet des perquisitions dans les lieux qui constituent un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution, alors que ces matières relèvent, selon la partie intervenante, de la compétence de l'Etat.

A.5. Par ordonnance du 7 novembre 1989, la Cour a demandé au Conseil des Ministres de se prononcer sur l'application de l'article 4, 1^o, de la loi organique du 6 janvier 1989 dans cette affaire. La Cour a, en l'occurrence, constaté que les articles 36, seconde phrase, 44, alinéa 2, 58, § 4 et 58, § 5, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets diffèrent des dispositions du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 « betreffende het beheer van afvalstoffen » (relatif à la gestion des déchets).

A.6. Dans son mémoire du 7 décembre 1989, le Conseil des Ministres expose que le recours concernant lesdites dispositions doit être considéré comme recevable. L'article 4, 1^o, de la loi organique sur la Cour d'arbitrage n'exige pas que les dispositions attaquées dans le deuxième recours soient identiques à celles qui font l'objet du premier recours. Le Conseil des Ministres estime trouver le fondement de cette position dans les arrêts n^{os} 10 du 30 janvier 1988 et 55 du 26 mai 1988.

Le Conseil des Ministres fait, par ailleurs, remarquer que le décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 et le décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 règlent la même matière de compétence, à savoir la politique des déchets et que les dispositions contestées dans les deux recours du Conseil des Ministres, y compris celles mentionnées par la Cour dans l'ordonnance précitée, règlent la même matière juridique, à savoir le droit pénal, entendu tant dans le sens matériel que dans le sens formel.

Quant à la recevabilité du recours en annulation

B.1. Le présent recours en annulation est introduit en application de l'article 4, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. Cet article prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation « lorsqu'un recours est exercé contre une norme qui a le même objet et qui a été prise par un législateur autre que celui qui a adopté la loi, le décret ou la règle visée à l'article 26bis de la Constitution ».

B.2. En l'occurrence, le « recours exercé contre une norme qui a le même objet » est le recours du Conseil des Ministres du 21 septembre 1988 en annulation de certaines dispositions du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 relatif à la gestion des déchets, recours qui a été publié au *Moniteur belge* du 11 octobre 1988 et qui a été reconnu fondé par la Cour d'arbitrage dans l'arrêt n^o 11/89 du 11 mai 1989.

B.3. Les deux normes ont été prises par des législateurs distincts et le recours a été introduit en temps utile.

Il convient encore de vérifier si l'objet des normes en cause dans l'un et l'autre recours est le même.

B.4. L'article 4, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 exige que chacune des dispositions attaquées du deuxième décret ait le même objet que l'une des dispositions attaquées du premier décret, ce qui ne signifie pas que leur contenu doit être identique.

B.5. L'article 36 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets dispose :

« Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements individuels recueillis en application des articles 34 et 35, soit des statistiques globales et anonymes dont la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles ne peut publier ces renseignements, statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance. Sauf s'il y a infraction au présent article, ces renseignements, statistiques ou informations ne peuvent en outre être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, ni en cas de témoignage en justice. »

Le présent recours porte sur la 2^e phrase de cet article.

Le recours antérieur ne portait sur aucune disposition relative aux statistiques et renseignements en matière de déchets; l'article 4, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ne peut donc trouver à s'appliquer.

B.6. L'article 44 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets dispose :

« Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de la police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

A cet effet, ils ont la qualité d'officier de police judiciaire et sont placés sous la surveillance du procureur général auprès de la Cour d'Appel sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

Ces fonctionnaires et agents peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit en tous lieux mêmes clos et couverts pour lesquels les fonctionnaires et agents désignés ont des raisons de penser qu'il existe des déchets dangereux ou des preuves de l'existence d'une infraction en matière de déchets dangereux. Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités qu'entre 5 et 21 heures et avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

2° pénétrer dans les établissements, décharges contrôlées, installations pour lesquelles une autorisation est requise en vertu des articles 19 et 24 ainsi que pénétrer dans les terrains où existent des dépotoirs;

3° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du décret et des arrêtés d'exécution sont effectivement observées, et notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;
- c) faire l'inventaire des déchets, prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour la détermination de la composition des déchets, coproduits ou sous-produits, exiger le cas échéant des détenteurs desdites choses les emballages nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons. L'Exécutif peut déterminer le mode et les conditions de la prise d'échantillons ainsi que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires agréés pour leur analyse;

4° en cas d'infraction aux articles 15, 18, 19, 24 et 26 et aux actes pris en vertu de ces articles ou au sujet de déchets dangereux, mettre sous scellés ou saisir, même si le propriétaire n'est pas en cause, les déchets et les moyens de transport qui ont servi à commettre les infractions. Dans les mêmes cas, interdire de déplacer le moyen de transport et les déchets qu'il contient pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures. La mise sous scellés et la saisie doivent être confirmées, à peine de nullité, par le juge au tribunal de police dans les quarante-huit heures;

5° en cas d'infraction, dresser des procès-verbaux, qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction;

6° dans l'exercice de leur fonction, requérir l'assistance de la police communale. »

Le présent recours porte sur l'alinéa 2 (inséré par le décret du 9 avril 1987), l'alinéa 3, 1^o, 2^e phrase et 5^o, première phrase, de cet article.

Le recours antérieur portait sur l'article 55, du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposait :

— article 55, § 1er, 1 :

« § 1er. Le gouverneur de la province, le bourgmestre et les fonctionnaires visés à l'article 54, peuvent dans l'exercice de leur mission :

1. pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les établissements, partie d'établissements, locaux ou ateliers où des déchets sont entreposés ou éliminés; toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux habités qu'entre 5 h et 21 h et sous réserve de l'autorisation du juge au tribunal de police;

(...)

— article 55, § 2 :

« Les fonctionnaires visés à l'article 54 ont le droit, en cas d'infraction, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. »

L'article 44 du décret attaqué règle les pouvoirs de surveillance, de constatation et de recherche des infractions des fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif.

Si cette disposition ne règle pas ces pouvoirs de façon identique à celle de l'article 55 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981, elle n'en a pas moins le même objet.

Ledit article 55 du décret de la Région flamande a fait l'objet du recours donnant lieu à l'application de l'article 4, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Le recours est donc recevable à l'égard de l'article 44, alinéa 2 et alinéa 3, 1^o, 2^e phrase, et 5^o, 1^{re} phrase, du décret attaqué.

B.7. Le présent recours porte sur l'article 46, § 2, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

« Les règles du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables en cas d'infraction visée au § 1er. Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs. »

Le recours antérieur portait sur les articles 60 et 63 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposaient :

— article 60 :

« L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice. »

— article 63 :

« Toutes les dispositions du Livre I du Code pénal, excepté les chapitres V et VII, mais y compris l'article 85, sont applicables aux délits prévus par le présent décret. »

Ces dispositions ayant un même objet, le recours est recevable à l'égard de l'article 46, § 2, du décret attaqué.

B.8. Le présent recours porte sur l'article 54, 1^{re} phrase, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

« En cas de récidive à une infraction visée aux articles 47 à 53 dans les trois ans qui suivent un jugement définitif portant condamnation pour l'une des infractions visées à ces articles, la peine et l'amende peuvent être portées au double du maximum. »

Le recours antérieur portait sur l'article 57 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposait :

« En cas de récidive dans les trois ans qui suivent une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum. »

Ces dispositions ayant un même objet, le recours est recevable à l'égard de l'article 54, 1^{re} phrase, du décret attaqué.

B.9 Le présent recours porte sur l'article 55, alinéa 1er, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

« Même lorsqu'ils n'appartiennent pas au contrevenant, les déchets et les moyens de transport, qui ont servi à commettre les infractions réprimées par le présent décret, peuvent être confisqués. »

Le recours antérieur portait sur l'article 50 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposait :

« Les déchets, l'emballage, les outils et les moyens de transport qui ont servi à commettre l'infraction peuvent être saisis (* verbeurd verklaard »; lire : confisqués) même s'ils n'appartiennent pas au contrevenant. »

Ces dispositions ayant un même objet, le recours est recevable à l'égard de l'article 55, alinéa 1er, du décret attaqué.

B.10. Le présent recours porte sur l'article 56, § 1er et § 2, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

— § 1er :

« Toutes les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre V ni de l'article 85, sont applicables aux infractions mentionnées aux articles 47 à 53. »

— § 2 :

« Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs. »

Le recours antérieur portait sur les articles 60 et 63 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposaient :

— article 60 :

« L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice. »

— article 63 :

« Toutes les dispositions du Livre I du Code pénal, excepté les chapitres V et VII, mais y compris l'article 85, sont applicables aux délits prévus par le présent décret. »

Ces dispositions ayant un même objet, le recours est recevable à l'égard de l'article 56, § 1er et § 2, du décret attaqué.

B.11. Le présent recours porte sur l'article 57 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

« L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes et frais auxquels sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice. »

Le recours antérieur portait sur l'article 60 du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets qui disposait :

« L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice. »

Ces dispositions ayant un même objet, le recours est recevable à l'égard de l'article 57 du décret attaqué.

B.12. Le présent recours porte sur l'article 58, §§ 4 et 5, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui dispose :

— § 4 :

« Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifié au fonctionnaire désigné par l'Exécutif copie des citations à comparaître relatives à des infractions visées au § 1er et au § 2 devant les juridictions de fond. »

— § 5 :

« Les jugements où il est fait application du présent article sont notifiés à l'Office des déchets par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné. »

Aucune disposition attaquée du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets n'a le même objet que celui de cette disposition. Le recours est donc irrecevable à l'égard de l'article 58, §§ 4 et 5, du décret attaqué.

Quant à la recevabilité de la demande d'intervention

B.13 La S.A. Jean Lamesch a introduit un mémoire en intervention sur la base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 qui dispose :

« Lorsque la Cour d'arbitrage statue sur les recours en annulation visés à l'article 1er, toute personne justifiant d'un intérêt peut adresser ses observations dans un mémoire à la Cour dans les trente jours de la publication prescrite par l'article 74. Elle est, de ce fait, réputée partie au litige. »

La loi spéciale subordonne donc la recevabilité du mémoire à la justification d'un intérêt. L'intervenante prétend justifier son intérêt par le fait qu'elle a introduit le 14 avril 1989 auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation contre un arrêté ministériel du 9 janvier 1989 lui refusant l'agrément en qualité d'exploitant de décharges contrôlées pris par le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Énergie pour la Région wallonne. Ce recours en annulation est notamment fondé, affirme-t-elle, sur la violation par le décret wallon du 5 juillet 1985 des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Les dispositions du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets qui ont trait aux autorisations et aux agréments relatifs aux décharges contrôlées sont comprises dans les articles 18 à 23 de ce décret. Or, aucune de ces dispositions n'est attaquée dans le présent recours.

L'intervenante ne justifie dès lors pas en quoi sa situation pourrait être directement affectée par les dispositions attaquées du décret.

Son intervention n'est donc pas recevable.

Quant à l'article 44, alinéa 2, du décret attaqué

B.14. L'article 44, alinéa 2, du décret du 5 juillet 1985, inséré par l'article 3 du décret de la Région wallonne du 9 avril 1987 dispose :

« A cet effet, ils ont la qualité d'officier de police judiciaire et sont placés sous la surveillance du procureur général auprès de la Cour d'Appel sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration. »

Le législateur décretaal est incompétent pour prendre une telle disposition qui relève de la détermination des formes de la poursuite, matière que l'article 7 de la Constitution a réservée au législateur national et qui échappe à la sphère d'application de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 44, alinéa 2, du décret attaqué viole donc les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 44, alinéa 3, 1^o, 2^e phrase, du décret attaqué

B.15. L'article 44, alinéa 3, 1^o, 2^e phrase, du décret attaqué dispose :

« Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités qu'entre 5 et 21 heures et avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police. »

Dans la mesure où les lieux visés à l'article 44, alinéa 3, 1^o, 2^e phrase, constituent un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution, cet article est entaché d'un vice de compétence.

L'article 10 de la Constitution dispose en effet : « Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit ».

Aux termes de cet article, c'est donc au législateur national et à lui seul que revient la compétence de régler les cas où des visites domiciliaires au sens de l'article 10 de la Constitution peuvent être ordonnées et la forme selon laquelle elles peuvent être réalisées.

Quant à l'article 44, alinéa 3, 5^o, 1^{re} phrase, du décret attaqué

B.16. L'article 44, alinéa 3, 5^o, 1^{re} phrase du décret attaqué dispose :

« En cas d'infraction, dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction; »

Le législateur décretaal autorise les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif à « dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire ».

Le législateur régional, qui est compétent pour confier à des fonctionnaires relevant de la Région des missions de surveillance des normes régionales, est également compétent pour déterminer la manière dont ces fonctionnaires sont tenus de rapporter leurs constatations.

Il en va autrement du règlement de la valeur probante de ces procès-verbaux. Ce règlement intéresse la charge de la preuve en matière pénale et fait partie de la détermination des formes de la poursuite, matière que l'article 7 de la Constitution a réservée au législateur national et qui échappe à la sphère d'application de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 44, alinéa 3, 5^o, 1^{re} phrase, du décret attaqué viole donc les règles déterminant les compétences dans la mesure où il règle la valeur probante des procès-verbaux établis par les fonctionnaires désignés par l'Exécutif régional wallon.

Il y a lieu d'annuler dans la disposition précitée les mots « qui font foi jusqu'à preuve du contraire ».

Quant à l'article 46, § 2, 1^{re} phrase, du décret attaqué

B.17. L'article 46, § 2, 1^{re} phrase, du décret attaqué dispose :

« Les règles du Livre premier du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables en cas d'infraction visée au § 1^{er}. »

Cet article règle la mesure dans laquelle les dispositions du Livre premier du Code pénal sont applicables au présent décret. Il n'appartient pas au législateur décretaal de prendre ces dispositions, que ce soit en y dérogeant ou en les confirmant ou encore en les déclarant applicables ou non.

Selon l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 1^{er} à 99 du Livre I^{er} du Code pénal, en ce compris l'article 85, sont d'application aux manquements réprimés par les décrets

L'article 46, § 2, 1^{re} phrase, du décret attaqué viole donc les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 46, § 2, 2^e phrase, du décret attaqué

B.18. L'article 46, § 2, 2^e phrase, du décret attaqué dispose :

« Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs. »

Dans la mesure où l'article 46, § 2, 2^e phrase, du décret dispose que l'exécution d'une peine — le paiement des amendes — peut être réalisée à l'encontre d'une autre personne que celle qui a été condamnée, il déroge aux règles établies par le Livre premier du Code pénal; il viole ainsi les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 54, 1^{re} phrase, du décret attaqué

B.19. L'article 54, 1^{re} phrase, du décret attaqué dispose :

« En cas de récidive à une infraction visée aux articles 47 à 53 dans les trois ans qui suivent un jugement définitif portant condamnation pour l'une des infractions visées à ces articles, la peine et l'amende peuvent être portées au double du maximum. »

Cet article viole la règle déterminant les compétences résultant de l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 puisqu'il règle la récidive, une matière reprise dans le Livre premier du Code pénal (article 54 et suivants) qui ressortit à la compétence du législateur national.

Quant à l'article 55, alinéa 1^{er}, du décret attaqué

B.20. L'article 55, alinéa 1^{er}, du décret attaqué dispose :

« Même lorsqu'il n'appartiennent pas au contrevenant, les déchets et les moyens de transport, qui ont servi à commettre les infractions réprimées par le présent décret, peuvent être confisqués. »

Il y a lieu d'opérer une distinction suivant que la confiscation porte sur les moyens de transport, d'une part, ou sur les déchets, d'autre part. En tant qu'il autorise la confiscation des moyens de transport, même lorsqu'ils n'appartiennent pas au condamné, le décret crée une confiscation autre que celle qui est réglée dans le Livre I^{er} du Code pénal. Seul le législateur national est compétent pour régler les cas et les conditions dans lesquels la confiscation peut être prononcée à titre de peine. En faisant un ajout aux articles 42 et 43 du Code pénal, l'article 55, alinéa 1^{er}, viole dans cette mesure les règles déterminant les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Le législateur décretaal est cependant compétent pour disposer que les déchets peuvent être confisqués, même s'ils n'appartiennent pas au contrevenant, lorsque cette confiscation a pour but de retirer de la circulation des objets dangereux ou nocifs et revêt donc uniquement le caractère d'une mesure de sûreté.

Quant à l'article 56, § 1er, du décret attaqué

B.21. L'article 56, § 1er, du décret attaqué dispose :

« Toutes les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre V ni de l'article 85, sont applicables aux infractions mentionnées aux articles 47 à 53. »

Cet article règle la mesure dans laquelle les dispositions du Livre premier du Code pénal sont applicables au présent décret. Il n'appartient pas au législateur décréteur de prendre ces dispositions, que ce soit en y dérogeant ou en les confirmant ou encore en les déclarant applicables ou non.

Selon l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 1er à 99 du Livre Ier du Code pénal, en ce compris le chapitre V et l'article 85, sont d'application aux manquements réprimés par les décrets.

L'article 56, § 1er, viole donc les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 56, § 2, du décret attaqué

B.22. L'article 56, § 2, du décret attaqué dispose :

« Les personnes physiques et morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et frais des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs. »

Dans la mesure où l'article 56, § 2, du décret attaqué dispose que l'exécution d'une peine, le paiement des amendes, peut être réalisée à l'encontre d'une autre personne que celle qui a été condamnée, il déroge aux règles établies par le Livre premier du Code pénal; il viole ainsi les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Quant à l'article 57 du décret attaqué

B.23. L'article 57 du décret attaqué dispose :

« L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes et frais auxquels sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi qu'au paiement des frais de justice. »

Dans la mesure où l'article 57 du décret attaqué dispose que l'exécution d'une peine, le paiement des amendes, peut être réalisée à l'encontre d'une autre personne que celle qui a été condamnée, il déroge aux règles établies par le Livre premier du Code pénal; il viole ainsi les règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Par ces motifs,

la Cour,

déclare irrecevable la demande en intervention de la S.A. Jean Lamesch;

déclare le recours irrecevable en tant qu'il est dirigé contre l'article 36, 2e phrase et l'article 58, §§ 4 et 5, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

annule :

1. l'article 44, alinéa 2, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, inséré par l'article 3 du décret de la Région wallonne du 9 avril 1987;

2. l'article 44, alinéa 3, 1^o, 2e phrase, du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, dans la mesure où les lieux visés à cet article constituent un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution;

3. à l'article 44, alinéa 3, 5^o, 1re phrase, du décret précité, les mots « qui font foi jusqu'à preuve du contraire »;

4. l'article 46, § 2, 1re phrase, du décret précité;

5. les articles 48, § 2, 2e phrase, 56, § 2 et 57 du décret précité, dans la mesure où ils désignent une personne autre que le condamné comme civilement et solidairement responsable du paiement des amendes.

6. l'article 54, 1re phrase, du décret précité;

7. l'article 55, § 1er, du décret précité, dans la mesure où il règle la confiscation des moyens de transport, ainsi que dans la mesure où il règle la confiscation des déchets, pour autant que cette confiscation ne constitue pas une mesure de sûreté;

8. l'article 56, § 1er, du décret précité.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 5 avril 1990.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

Jean Sarot.

ARBITRAGEHOF

N 90 — 1313

Arrest nr. 15/90 van 5 april 1990

Rolnummer : 135.

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets » (met betrekking tot de afvalstoffen), ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit :

de voorzitters J. Sarot en J. Delva,

de rechters J. Wathelet, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior en H. Boel,

bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen,

onder voorzitterschap van de voorzitter J. Sarot,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift van 10 april 1989, aan het Hof dezelfde dag toegezonden bij ter post aangetekende brief en op 11 april 1989 ter griffie ontvangen, vordert de Ministerraad de vernietiging van de volgende artikelen van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1985 :

— artikel 36, tweede zinsnede : in de mate dat die bepaling het getuigenverhoor regelt;

- artikel 44, derde lid, 1^o, tweede zinsnede: in de mate waarin de in de bepaling bedoelde plaatsen een woning uitmaken in de zin van artikel 10 van de Grondwet;
- artikel 44, derde lid, 5^o, eerste zinsnede: in de mate waarin die bepaling de bewijskracht regelt van de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren bedoeld in artikel 44;
- artikel 46, § 2, eerste zinsnede: in zijn geheel;
- artikel 46, § 2, tweede zinsnede: in de mate dat in die bepaling andere personen dan die welke zijn veroordeeld worden beoogd door de uitdrukking « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations » (burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten die uit de veroordelingen voortvloeien);
- artikel 54, eerste zinsnede: in zijn geheel;
- artikel 55, eerste lid: in de mate dat die bepaling de verbeurdverklaring toestaat van vervoermiddelen, zelfs wanneer die niet aan de veroordeelde toebehoren;
- artikel 56, § 1: in zijn geheel;
- artikel 56, § 2: in de mate dat in die bepaling andere personen dan die welke veroordeeld zijn, worden beoogd door de uitdrukking « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations » (burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten die uit de veroordelingen voortvloeien);
- artikel 57: in de mate dat in die bepaling een andere persoon dan die welke veroordeeld is, wordt beoogd door de uitdrukking « civilement responsable du paiement des amendes » (burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten);
- artikel 58, § 4: in de mate dat die paragraaf aan de griffier van het strafgerecht, dat beslist over de grond van een zaak betreffende de overtredingen vermeld in artikel 58, §§ 1 en 2, van het decreet, de verplichting oplegt om een afschrift van de dagvaardingen om te verschijnen over te zenden aan de door de Waalse Gewestexecutieve daartoe aangewezen ambtenaar;
- artikel 58, § 5: in zijn geheel.

De Ministerraad vordert tevens de vernietiging van artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 9 april 1987, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1987, waarbij artikel 44, tweede lid, in voormeld decreet van 5 juli 1985 is ingevoegd.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 11 april 1989 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 2 mei 1989 hebben de rechters-verslaggevers J. Wathélet en L.P. Suetens geoordeeld dat de voorafgaande rechtspleging geregeld bij de artikelen 69 tot 73 van de voormelde organieke wet ten deze niet diende te worden toegepast.

Conform artikel 76, § 4, van de organieke wet op het Hof is van het beroep kennis gegeven bij op 3 mei 1989 ter post aangetekende brieven, op 5, 8 en 9 mei 1989 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 1989 bekendgemaakt.

De N.V. Jean Lamesch, waarvan de zetel gevestigd is te 6741 Vance, rue de la Semois 145, vertegenwoordigd door haar raad van bestuur, met als advocaten Mr. Anne Simon, van de balie te Dinant en Mr. D. Lagasse, van de balie te Brussel, en woonplaats kiezende op diens kantoor, F.D. Rooseveltlaan 56, te 1050 Brussel, heeft op 7 juni 1989 een memorie « van tussenkomst » ingediend.

Bij verzoekschrift van 23 juni 1989, op 26 juni 1989 op de griffie ontvangen, heeft de Waalse Gewestexecutieve een verzoekschrift ingediend tot verlenging van de termijn om een memorie in te dienen.

Bij beschikking van 28 juni 1989 heeft de voorzitter in functie het verzoekschrift niet-ontvankelijk verklaard.

De Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door haar Voorzitter, wiens ambtswoning gevestigd is te 5000 Namen, rue de Fer 42, heeft op 10 juli 1989 een « memorie van antwoord » ingediend.

Bij beschikking van 20 september 1989 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen tot 10 april 1990 verlengd.

Bij beschikking van 7 november 1989 heeft het Hof beslist:

1. De Waalse Gewestexecutieve niet tot de debatten toe te laten;
2. de Ministerraad te verzoeken, binnen een maand na de kennisgeving van de beschikking, een memorie neer te leggen betreffende de ontvankelijkheid van het ingestelde beroep, wat de artikelen 36, tweede zinsnede; 44, tweede lid; 58, § 4 en 58, § 5, van het betrokken decreet betreft.

Van deze beschikking is aan de Waalse Gewestexecutieve, aan de Ministerraad en aan de N.V. Jean Lamesch kennis gegeven bij op 8 november 1989 ter post aangetekende brieven, op 9 november 1989 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

De Ministerraad heeft bij op 7 december 1989 ter post aangetekende brief een memorie aan het Hof doen toekomen.

Bij beschikking van 9 januari 1990 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting op 1 februari 1990 vastgesteld.

Deze beschikking is ter kennis gebracht van de partijen, die, evenals hun advocaten of vertegenwoordigers, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gesteld bij op 11 januari 1990 ter post aangetekende brieven, op 12 januari 1990 aan de geadresseerden ter hand gesteld.

Ter terechtzetting van 1 februari 1990:

- is M. Bertrand, adjunct-adviseur bij de kanselarijdiens van de Eerste Minister verschenen voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;
- hebben de rechters-verslaggevers J. Wathélet en L.P. Suetens verslag uitgebracht;
- is M. Bertrand voornoemd gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. In rechte

A.1. Het verzoekschrift is ingediend met toepassing van artikel 4, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof en verwijst ten deze naar het beroep van de Ministerraad van 21 september 1988 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 oktober 1988) tot vernietiging van sommige bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen.

A.2. In de motivering van het beroep tot vernietiging verwijst het verzoekschrift naar het arrest nr. 44 van het Hof van 23 december 1987 betreffende een prejudiciële vraag van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen betreffende sommige bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen.

A.3. De N.V. Jean Lamesch heeft een memorie ingediend omdat zij oordeelt belang te hebben bij de vernietiging van het decreet.

Immers, op 14 april 1989 heeft zij bij de Raad van State een beroep tot vernietiging ingesteld tegen een ministerieel besluit van 9 januari 1989 houdende weigering van erkenning als uitbater van gecontroleerde stortplaatsen, dat door de Minister van Landbouw, Milieu en Energie voor het Waalse Gewest is genomen. Dat beroep tot vernietiging berust onder meer op de schending door het Waalse decreet van 5 juli 1985 van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

A.4. De N.V. Jean Lamesch vordert de vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985, inzonderheid de artikelen 36, 44, 46 en 54 tot 58 om de redenen vermeld in het verzoekschrift tot vernietiging, alsmede omdat artikel 44 van het bestreden decreet de bewijskracht bepaalt van de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren van het Waalse Gewest en huiszoeken toestaat op plaatsen die een woning uitmaken in de zin van artikel 10 van de Grondwet, terwijl die aangelegenheden volgens de tussenkomen partij tot de bevoegdheid van de Staat behoren.

A.5. Bij beschikking van 7 november 1989 heeft het Hof aan de Ministerraad gevraagd zich uit te spreken over de toepassing van artikel 4, 1^o, van de organieke wet van 6 januari 1989 in deze zaak. Het Hof heeft ten deze vastgesteld dat de artikelen 36, tweede zinsnede, 44, tweede lid, 56, § 4 en 58, § 5, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 «*relatif aux déchets*» verschillen van de bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen.

A.6. In zijn memorie van 7 december 1989 zet de Ministerraad uiteen dat het beroep betreffende de bedoelde bepalingen als ontvankelijk moet worden aangemerkt. Artikel 4, 1^o, van de organieke wet op het Arbitragehof vereist niet dat de in het tweede beroep bestreden bepalingen identiek zijn aan die waartegen het eerste beroep is gericht. De Ministerraad meent steun te vinden voor deze stelling in de arresten nr. 10 van 30 januari 1986 en nr. 5b van 26 mei 1988.

De Ministerraad doet anderzijds opmerken dat het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 en het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 dezelfde bevoegdheidsmaterie regelen, te weten het afvalstoffenbeleid, en dat de betwiste bepalingen in de twee beroepen van de Ministerraad, met inbegrip van die waarnaar het Hof in voormelde beschikking verwijst, dezelfde rechtsmaterie regelen, te weten het strafrecht, zowel in materiele als in formele zin opgevat.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging

B.1. Het onderhavige beroep tot vernietiging is ingesteld met toepassing van artikel 4, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof. Dit artikel bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een decreet «*wanneer een beroep is ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft en die vastgesteld is door een andere wetgever dan die welke de wet, het decreet of de in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel heeft aangenomen*».

B.2. Ten deze is het «*beroep (...) ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft*» het beroep van de Ministerraad van 21 september 1988 tot vernietiging van sommige bepalingen van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, beroep dat is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 oktober 1988 en door het Arbitragehof bij arrest nr. 11/89 van 11 mei 1989 gegrond werd verklaard.

B.3. De twee normen zijn door onderscheiden wetgevers gegeven en het beroep is tijdig ingesteld. Nagegaan dient nog te worden of het onderwerp van de betrokken normen in beide beroepen hetzelfde is.

B.4. Artikel 4, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 vereist dat elk van de bestreden bepalingen van het tweede decreet hetzelfde onderwerp heeft als een van de bestreden bepalingen van het eerste decreet, wat niet betekent dat de inhoud ervan identiek moet zijn.

B.5. Artikel 36 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 «*relatif aux déchets*» bepaalt: «*Degene die, ongeacht te welke titel dan ook, in het bezit is van hetzij individuele inlichtingen die bijeengebracht werden in toepassing van artikelen 34 en 35, hetzij globale en anonieme statistieken waarvan de ruchtbaarmaking dusdanig van aard zou zijn dat hierdoor individuele toestanden aan het licht worden gebracht, mag deze inlichtingen, statistieken of informatie niet publiceren en deze al evenmin ter kennis brengen van niet-gekwalificeerde personen of diensten om er kennis van te nemen. Behoudens indien er sprake is van een overtreding van onderhavig artikel, mogen deze inlichtingen, statistieken of informatie bovendien niet aan het licht worden gebracht in het geval beoogd door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering en al evenmin in geval van een getuigenis in rechte.*»

Onderhavig beroep betreft de tweede zinsnede van dat artikel.

Het vorige beroep betrof geen bepaling aangaande statistieken en inlichtingen inzake afvalstoffen: artikel 4, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 kan derhalve geen toepassing vinden.

B.6. Artikel 44 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 «*relatif aux déchets*» bepaalt: «*Onverminderd de plichten die aan de officieren van de gerechtelijke politie ten laste vallen, houden de door de Deelregering aangewezen ambtenaren en agenten toezicht op de uitvoering van onderhavige verordening en haar uitvoeringsbesluiten.*»

Daartoe treden zij in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en vallen zij onverminderd hun ondergeschiktheid ten opzichte van hun meerderen in de administratie onder het toezicht van de procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

Deze ambtenaren en agenten kunnen in de uitoefening van hun opdracht:

1^o op ieder tijdstip van de dag of van de nacht alle plaatsen betreden, zelfs wanneer deze omheind en overdekt zijn, in verband waarmee de aangewezen ambtenaren en agenten redenen hebben te menen dat er gevaarlijke afvalstoffen of bewijzen van het bestaan van een overtreding inzake gevaarlijke afvalstoffen aanwezig zijn. Zij kunnen evenwel de bewoonde vertrekken slechts tussen 5 en 21 uur betreden en met de voafgaande machtiging van de rechter aan de politierechtbank;

2^o de vestigingen, gecontroleerde stortplaatsen en installaties betreden waarvoor een machtiging wordt vereist krachtens artikelen 19 en 24, alsmede de terreinen betreden waar zich vuilnishopen bevinden;

3° overgaan tot elk onderzoek, controle en inspectie en alle inlichtingen bijeenbrengen die zij noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de verordening en de uitvoeringsbesluiten daadwerkelijk in acht worden genomen en met name :

a) alle personen over elk feit ondervragen waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;
b) zich zonder verplaatsing doen vertonen of opzoeken van elk document, stuk of bewijsstuk dat nuttig is voor de vervulling van hun opdracht, er een fotografisch of ander afschrift van nemen, of het meenemen tegen afgifte van een ontvangstbewijs;

c) de inventaris van de afvalstoffen opstellen, kosteloos de monsters opnemen die nodig zijn voor de vaststelling van de samenstelling van de afvalstoffen, bijprodukten of onderprodukten, in voorkomend geval, van de houders van genoemde zaken de verpakkingen verlangen die noodzakelijk zijn voor het vervoer en de bewaring van de monsters. De Deelregering kan de methode en de voorwaarden voor het opnemen van monsters vaststellen alsmede de organisatie en de werking van de erkende laboratoria voor de analyse van bedoelde monsters;

4° in geval van overtreding van de artikelen 15, 18, 19, 24 en 26 en de tot stand gekomen akten krachtens deze artikelen of ten aanzien van gevaarlijke afvalstoffen, de afvalstoffen en de transportmiddelen die voor het plegen van de overtredingen hebben gediend onder de gerechtelijke zegels plaatsen of in beslag nemen. In dezelfde gevallen, het verplaatsen van het transportmiddel en de afvalstoffen die het bevat verbieden gedurende een termijn die niet meer dan tweeënzeventig uur bedraagt. Het plaatsen onder de gerechtelijke zegels en de inbeslagname moeten op straffe van nietigheid, binnen achtenveertig uur, door de rechter aan de politierechtbank worden bevestigd;

5° in geval van overtreding, processen-verbaal opstellen die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd. Een afschrift van het proces-verbaal moet, op straffe van nietigheid, binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder worden betekend;

6° de bijstand van de gemeentepolitie verzoeken in de uitoefening van hun functie. »

Onderhavig beroep betrof het tweede lid (ingevoegd bij het decreet van 9 april 1987) en het derde lid, 1°, tweede zinsnede, en 5°, eerste zinsnede, van dat artikel.

Het vorige beroep betrof artikel 55, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, dat bepaalde :

— artikel 55, § 1, 1 :

« § 1. De gouverneur van de provincie, de burgemeester en de ambtenaren bedoeld in artikel 54 mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

1. op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnen gaan in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen en werkplaatsen waar afvalstoffen worden opgeslagen of verwijderd; tot de bewoonde lokalen hebben zij slecht toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds en met toestemming van de politierechter;

(...)

— artikel 55, § 2 :

« De ambtenaren, bedoeld in artikel 54 zijn bevoegd in geval van overtredingen processen-verbaal op te stellen, die bewijskracht hebben tot het tegendeel bewezen is. »

Artikel 44 van het bestreden decreet regelt de bevoegdheden van toezicht, vaststelling en opsporing van overtredingen van de door de Executieve aangestelde ambtenaren en personeelsleden.

Al regelt die bepaling de bevoegdheden niet op identieke wijze als artikel 55 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981, ze heeft alleszins hetzelfde onderwerp.

Tegen dat artikel 55 van het decreet van het Vlaamse Gewest was het beroep gericht dat aanleiding gaf tot toepassing van artikel 4, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Het beroep is derhalve ontvankelijk ten aanzien van artikel 44, tweede lid en derde lid, 1°, tweede zinsnede en 5°, eerste zinsnede, van het bestreden decreet.

B.7. Onderhavig beroep betreft artikel 46, § 2, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », dat bepaalt :

« De regels van het eerste boek van het Wetboek van strafrecht, met uitzondering van artikel 85, zijn van toepassing in geval van een in § 1 beoogde overtreding. De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordeling voortvloeien welke tegen hun aangestelden, bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken. »

Het vorige beroep betrof de artikelen 60 en 63 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, die bepaalden :

— artikel 60 :

« De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld, evenals voor de betaling van de gerechtskosten. »

— artikel 63 :

« Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstukken V en VII, maar met inbegrip van artikel 85, zijn toepasselijk op de bij dit decreet bepaalde misdrijven. »

Aangezien die bepalingen eenzelfde onderwerp hebben, is het beroep ontvankelijk ten aanzien van artikel 46, § 2, van het bestreden decreet.

B.8. Onderhavig beroep betreft artikel 54, eerste zinsnede, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1989 « relatif aux déchets », dat bepaalt :

« In geval van een zich herhalen van een in de artikelen 47 tot 53 beoogde overtreding binnen de drie jaar die op een definitief vonnis volgen houdende veroordeling wegens één van de in deze artikelen beoogde overtredingen, kunnen de straf en de boete tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken. »

Het vorige beroep betrof artikel 57 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, dat bepaalde :

« Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling kan de straf op het dubbele van het maximum worden gebracht. »

Aangezien de bepalingen eenzelfde onderwerp hebben, is het beroep ontvankelijk ten aanzien van artikel 54, eerste zinsnede, van het bestreden decreet.

B.9. Onderhavig beroep betreft artikel 55, eerste lid, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », dat bepaalt :

« Zelfs wanneer deze niet aan de overtreder in eigendom toebehoren, kunnen de afvalstoffen en de transportmiddelen die voor het begaan van de door onderhavige verordening bestrafte overtredingen hebben gediend, verbeurd worden verklaard. »

Het vorige beroep betrof artikel 58 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, dat bepaalde:

« De afval, de verpakking, de werktuigen en de vervoermiddelen die gediend hebben om de overtredingen te plegen, kunnen verbeurd verklaard worden, zelfs wanneer ze niet aan de overtreder toebehoren. »

Aangezien deze bepalingen eenzelfde onderwerp hebben, is het beroep ontvankelijk ten aanzien van artikel 55, eerste lid, van het bestreden decreet.

B.10. Onderhavig beroep betreft artikel 58, § 1 en § 2, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », dat bepaalt:

§ 1:

« Alle bepalingen van het eerste boek van het Wetboek van strafrecht, zonder uitzondering van hoofdstuk V, noch van artikel 85, zijn van toepassing op de in de artikelen 47 tot 53 vermelde overtredingen. »

§ 2:

« De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordelingen voortvloeien welke tegen hun aangestelden of hun bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken. »

Het vorige beroep betrof de artikelen 60 en 63 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, die bepaalden:

— artikel 60:

« De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld, evenals voor de betaling van de gerechtskosten. »

— artikel 63:

« Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstukken V en VII, maar met inbegrip van artikel 85, zijn toepasselijk op de bij dit decreet bepaalde misdrijven. »

Aangezien die bepalingen eenzelfde onderwerp hebben, is het beroep ontvankelijk ten aanzien van artikel 56, § 1 en § 2, van het bestreden decreet.

B.11. Onderhavig beroep betreft artikel 57 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », dat bepaalt:

« De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten en kosten waarbij zijn gevolmachtigden of aangestelden worden veroordeeld alsmede voor de betaling van de gerechtelijke kosten. »

Het vorige beroep betrof artikel 60 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, dat bepaalde:

« De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld, evenals voor de betaling van de gerechtskosten. »

Aangezien die bepalingen eenzelfde onderwerp hebben, is het beroep ontvankelijk ten aanzien van artikel 57 van het bestreden decreet.

B.12. Onderhavig beroep betreft artikel 58, §§ 4 en 5, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets », dat bepaalt:

§ 4:

« De griffier van het burgerlijke of strafrechterlijke gerecht betekent aan de door de Deelregering aangewezen ambtenaar een afschrift van de dagvaardingen om te verschijnen met betrekking tot de in § 1 en § 2 beoogde overtredingen voor het gerecht dat over de inhoud van de zaak uitspraak doet. »

§ 5:

« De vonnissen waarin onderhavig artikel wordt toegepast, worden aan de Dienst van de afvalstoffen betekend door de griffier van het gerecht en tegelijkertijd aan de veroordeelde. »

Geen enkele bestreden bepaling van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen heeft hetzelfde onderwerp als die bepaling. Het beroep is dus niet ontvankelijk ten aanzien van artikel 58, §§ 4 en 5, van het bestreden decreet.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de vordering tot tussenkomst

B.13. De N.V. Jean Lamesch heeft een memorie tot tussenkomst ingediend op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat bepaalt:

« Wanneer het Arbitragehof uitspraak doet op beroepen tot vernietiging als bedoeld in artikel 1, kan ieder die van een belang doet blijken, zijn opmerkingen in een memorie aan het Hof richten binnen dertig dagen na de bekendmaking voorgeschreven in artikel 74. Hij wordt daardoor geacht partij in het geding te zijn. »

De bijzondere wet doet derhalve de ontvankelijkheid van een memorie afhangen van het doen blijken van een belang. De tussenkommende partij meent van haar belang te doen blijken door het feit dat zij op 14 april 1989 bij de Raad van State een beroep heeft ingesteld tot vernietiging van een ministerieel besluit van 9 januari 1989 houdende weigering van erkenning als uitbater van gecontroleerde stortplaatsen, dat door de Minister van Landbouw, Milieu en Energie voor het Waalse Gewest is genomen. Dat beroep tot vernietiging berust, aldus beoogt ze, met name op de schending door het Waalse decreet van 5 juli 1985 van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

De bepalingen van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets » die betrekking hebben op de machtigingen en erkenningen betreffende de gecontroleerde stortplaatsen zijn ondergebracht in de artikelen 18 tot 23 van dat decreet. Geen van die bepalingen wordt echter in onderhavig beroep bestreden.

De tussenkommende partij doet derhalve niet blijken hoe zij door de bestreden bepalingen van het decreet in haar situatie rechtstreeks kan worden geraakt.

Haar tussenkomst is derhalve niet ontvankelijk.

Ten aanzien van artikel 44, tweede lid, van het bestreden decreet

B.14. Artikel 44, 2e lid, van het decreet van 5 juli 1985, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 9 april 1987 bepaalt:

« Daartoe treden zij in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en vallen zij onverminderd hun ondergeschiktheid ten opzichte van hun meederen in de administratie onder het toezicht van de procureur-generaal bij het Hof van beroep. »

De decreetgever is onbevoegd om zulk een bepaling vast te stellen; zij maakt deel uit van de vaststelling van de vorm van de vervolging, aangelegenheid die bij artikel 7 van de Grondwet aan de nationale wetgever is voorbehouden en die buiten de toepassingsfeer van artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 valt.

Artikel 44, tweede lid, van het bestreden decreet schendt dus de regels die de onderscheiden bevoegdheid bepalen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ten aanzien van artikel 44, derde lid, 1^o, tweede zinsnede van het bestreden decreet

B.15. Artikel 44, derde lid, 1^o, tweede zinsnede, van het bestreden decreet bepaalt :

« Zij kunnen evenwel de bewoonde vertrekken slechts tussen 5 en 21 uur betreden en met de voorafgaande machtiging van de rechter aan de politierechtbank. »

In zoverre de plaatsen die zijn bedoeld in artikel 44, derde lid, 1^o, tweede zinsnede, een woning uitmaken in de zin van artikel 10 van de Grondwet, is dit artikel door een bevoegdheidsgebrek aangetast.

Artikel 10 van de Grondwet bepaalt immers : « De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaats hebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft ».

Naar luid van dat artikel komt dus de nationale wetgever en hem alleen de bevoegdheid toe om de gevallen waarin huiszoekingen, in de zin van artikel 10 van de Grondwet, gelast kunnen worden en de vorm waarin ze kunnen geschieden, te regelen.

Ten aanzien van artikel 44, derde lid, 5^o, eerste zinsnede van het bestreden decreet

B.16. Artikel 44, derde lid, 5^o, eerste zinsnede, van het bestreden decreet bepaalt :

« In geval van overtreding, processen-verbaal opstellen die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd. Een afschrift van het proces-verbaal moet, op straffe van nietigheid, binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder worden betekend. »

De decreetgever machtigt de door de Executieve aangewezen ambtenaren en personeelsleden tot het « dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (processen-verbaal opstellen die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd).

De gewestwetgever, die bevoegd is om ambtenaren die onder het Gewest ressorteren met opdrachten van toezicht op de naleving van gewestelijke normen te belasten, is eveneens bevoegd om de wijze te bepalen waarop die ambtenaren hun bevindingen dienen te rapporteren.

Anders is het gesteld met de regeling van de bewijswaarde van die processen-verbaal. Die regeling betreft de bewijslast in strafzaken en maakt deel uit van de vaststelling van de vorm van de vervolging, aangelegenheid die bij artikel 7 van de Grondwet aan de nationale wetgever is voorbehouden en die buiten de toepassingsfeer van artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 valt.

Artikel 44, derde lid, 5^o, eerste zinsnede, van het bestreden decreet schendt dus de bevoegdheidsbepalende regels in de mate dat daarin de bewijswaarde wordt geregeld van de processen-verbaal opgesteld door ambtenaren die de Waalse Gewestexecutieve aanwijst.

In voormelde bepaling dienen de woorden « qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd) te worden vernietigd.

Ten aanzien van artikel 46, § 2, eerste zinsnede, van het bestreden decreet

B.17. Artikel 46, § 2, eerste zinsnede, van het bestreden decreet bepaalt :

« De regels van het eerste boek van het Wetboek van strafrecht, met uitzondering van artikel 85, zijn van toepassing in geval van een in § 1 beoogde overtreding. »

Dit artikel regelt de vraag in hoeverre de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek toepasselijk zijn op onderhavig decreet. Het aannemen van die bepalingen staat niet aan de decreetgever, ongeacht of hij ervan afwijkt, te bevestigen of ze al dan niet toepasselijk verklaart.

Uit artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen volgt dat de artikelen 1 tot 99 van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van artikel 85, van toepassing zijn op de in de decreten omschreven strafbare gedragingen.

Artikel 46, § 2, eerste zinsnede, van het bestreden decreet schendt derhalve de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten bepalen.

Ten aanzien van artikel 46, § 2, tweede zinsnede, van het bestreden decreet

B.18. Artikel 46, § 2, tweede zinsnede, van het bestreden decreet bepaalt :

« De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordeling voortvloeien welke tegen hun aangestelden, bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken. »

In de mate dat artikel 46, § 2, tweede zinsnede, van het decreet bepaalt dat de tenuitvoerlegging van een der straffen, de betaling van de geldboeten, kan geschieden ten laste van een andere persoon dan die welke veroordeeld werd, wijkt het af van de regelen vastgesteld door Boek I van het Strafwetboek; het schendt zodoende de regels die de onderscheiden bevoegdheid bepalen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ten aanzien van artikel 54, eerste zinsnede, van het bestreden decreet

B.19. Artikel 54, eerste zinsnede, van het bestreden decreet bepaalt :

« In geval van een zich herhalen van een in de artikelen 47 tot 53 beoogde overtreding binnen de drie jaar die op een definitief vonnis volgen houdende veroordeling wegens één van de in deze artikelen beoogde overtredingen, kunnen de straf en de boete tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken. »

Dat artikel schendt de bevoegdheidsbepalende regel die voortvloeit uit artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 omdat het de herhaling regelt, een aangelegenheid opgenomen in Boek I van het Strafwetboek (artikelen 54 en volgende), die onder de bevoegdheid van de nationale wetgever valt.

Ten aanzien van artikel 55, eerste lid, van het bestreden decreet

B.20. Artikel 55, eerste lid, van het bestreden decreet bepaalt :

« Zelfs wanneer deze niet aan de overtreder in eigendom toebehoren, kunnen de afvalstoffen en de transportmiddelen die voor het begaan van de door onderhavige verordening bestrafte overtredingen hebben ingediend, verbeurd worden verklaard. »

Een onderscheid moet worden gemaakt naargelang de verbeurdverklaring slaat op de werktuigen of de vervoermiddelen enerzijds en op de afval of de verpakking anderzijds. In de mate dat het de verbeurdverklaring toelaat van werktuigen en vervoermiddelen zelfs wanneer die niet aan de veroordeelde toebehoren, creëert het decreet een andere verbeurdverklaring dan die welke in Boek I van het Strafwetboek is geregeld. Enkel de nationale wetgever is bevoegd om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de verbeurdverklaring als straf uitgesproken kan worden. Artikel 55, eerste lid, van het decreet schendt de bevoegdheidsbepalende regels in de mate dat het een toevoeging inhoudt aan de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek.

De decreetgever is evenwel bevoegd om te bepalen dat de afval en de verpakking ervan kunnen worden verbeurd verklaard, zelfs wanneer ze niet aan de overtreder toebehoren, zo die verbeurdverklaring tot doel heeft gevaarlijke of schadelijke zaken aan de omloop te onttrekken en aldus het karakter heeft van een louter beveiligingsmaatregel.

Ten aanzien van artikel 56, § 1, van het bestreden decreet

B.21. Artikel 56, § 1, van het bestreden decreet bepaalt:

« Alle bepalingen van het eerste boek van het Wetboek van het strafrecht, zonder uitzondering van hoofdstuk V, noch van artikel 85, zijn van toepassing op de in de artikelen 47 tot 53 vermelde overtredingen. »

Dit artikel regelt de vraag in hoeverre de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek toepasselijk zijn op onderhavig decreet. Het aannemen van die bepalingen staat niet aan de decreetgever, ongeacht of hij ervan afwijkt, ze bevestigt of ze al dan niet toepasselijk verklaart.

Uit artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen volgt dat de artikelen 1 tot 99 van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip derhalve van hoofdstuk V en artikel 85, van toepassing zijn op de in de decreten omschreven strafbare gedragingen.

Artikel 56, § 1, schend derhalve de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten bepalen.

Ten aanzien van artikel 56, § 2, van het bestreden decreet

B.22. Artikel 56, § 2, van het bestreden decreet bepaalt:

« De natuurlijke en rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de boeten en kosten die uit de veroordelingen voortvloeien welke tegen hun aangestelden of hun bestuurders, zaakvoerders of vereffenaars werden uitgesproken. »

In de mate dat artikel 56, § 2, van het bestreden decreet bepaalt dat de tenuitvoerlegging van een der straffen, de betaling van de geldboeten, kan geschieden ten laste van een andere persoon dan die welke veroordeeld werd, wijkt het af van de regels vastgesteld door Boek I van het Strafwetboek; het schendt zodoende de regels die de onderscheiden bevoegdheid bepalen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Ten aanzien van artikel 57 van het bestreden decreet

B.23. Artikel 57 van het bestreden decreet bepaalt:

« De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten en kosten waartoe zijn gevolmachtigden of aangestelden worden veroordeeld alsmede voor de betaling van de gerechtelijke kosten. »

In de mate dat artikel 57 van het bestreden decreet bepaalt dat de tenuitvoerlegging van een der straffen, de betaling van de geldboeten, kan geschieden ten laste van een andere persoon dan die welke veroordeeld werd, wijkt het af van de regels vastgesteld door Boek I van het Strafwetboek; het schendt zodoende de regels die de onderscheiden bevoegdheid bepalen van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Om die redenen,

het Hof

verklaart niet-ontvankelijk de vordering tot tussenkomst van de N.V. Jean Lamesch;

verklaart het beroep niet-ontvankelijk voor zover het gericht is tegen artikel 36, tweede zinsnede, en artikel 58, §§ 4 en 5, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets »;

vernietigt:

1. artikel 44, 2e lid, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets » (betreffende de afvalstoffen), ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 9 april 1987;

2. artikel 44, derde lid, 1^o, tweede zinsnede, van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 « relatif aux déchets » (betreffende de afvalstoffen), voor zover de in dat artikel bedoelde plaatsen een woonplaats uitmaken in de zin van artikel 10 van de Grondwet;

3. in artikel 44, derde lid, 5^o, eerste zinsnede, van voormeld decreet, de woorden « qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs is geleverd);

4. artikel 46, § 2, eerste zinsnede, van voormeld decreet;

5. de artikelen 46, § 2, tweede zinsnede, 56, § 2 en 57 van het voormeld decreet, voor zover zijn een andere persoon dan de veroordeelde aanwijzen als burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten,

6. artikel 54, eerste zinsnede, van voormeld decreet;

7. artikel 55, eerste lid, van voormeld decreet, in de mate waarin het de verbeurdverklaring van de transportmiddelen regelt, alsmede in de mate waarin het de verbeurdverklaring van de afvalstoffen regelt, doch slechts voor zover die verbeurdverklaring geen veiligheidsmaatregel is;

8. artikel 56, § 1, van voormeld decreet.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzetting van 5 april 1990.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
Jean Sarot.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D 90 — 1313

Urteil Nr. 15/90 vom 5. April 1990

Geschäftsverzeichnismr. 135

In sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » « über die Abfälle », erhoben vom Ministerrat.

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus:

den Vorsitzenden J. Sarot und J. Delva,

den Richtern J. Wathélet, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel,

unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen,

unter dem Vorsitz des Vorsitzenden J. Sarot,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand

Mit Klageschrift vom 10. April 1989, die am selben Tag dem Hof per Einschreiben zugesandt wurde und am 11. April 1989 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung folgender Artikel des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle); veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Dezember 1985 :

- Artikel 36 Satz 2 : soweit diese Bestimmung die Zeugenvernehmung regelt;
- Artikel 44 Absatz 3 1^o Satz 2 : soweit die in dieser Bestimmung genannten Räumlichkeiten eine Wohnung im Sinne des Artikels 10 der Verfassung darstellen;
- Artikel 44 Absatz 3 5^o Satz 1 : soweit diese Bestimmung die Beweiskraft der Protokolle regelt, die von den in Artikel 44 genannten Beamten aufgenommen werden;
- Artikel 46 § 2 Satz 1 : in seiner Gesamtheit;
- Artikel 46, § 2 Satz 2 : soweit in dieser Bestimmung andere Personen durch den Ausdruck « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations » (zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen, die aus den Urteilen entstehen), betroffen sind, als diejenigen, die verurteilt worden sind;
- Artikel 54 Satz 1 : in seiner Gesamtheit;
- Artikel 55 Absatz 1 : soweit diese Bestimmung die Beschlagnahme der Transportmittel erlaubt, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören;
- Artikel 56, § 1 : in seiner Gesamtheit;
- Artikel 56, § 2 : soweit in dieser Bestimmung andere Personen durch den Ausdruck « civilement et solidairement responsables des amendes résultant des condamnations » (zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen, die aus den Urteilen entstehen), betroffen sind, als diejenigen, die verurteilt worden sind;
- Artikel 57 : soweit in dieser Bestimmung eine andere Person durch den Ausdruck « civilement responsable du paiement des amendes » (zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen) betroffen ist, als diejenige, die verurteilt worden ist;
- Artikel 58, § 4 : soweit dieser Paragraph dem Kanzler des Strafgerichts, das in bezug auf in Artikel 58, §§ 1 und 2 des Dekrets genannte Verstöße in der Sache selbst urteilen soll, die Verpflichtung auferlegt, dem von der Wallonischen Regionalexekutive ernannten Beamten eine Abschrift der Vorladungen zukommen zu lassen;
- Artikel 58, § 5 : in seiner Gesamtheit.

Der Ministerrat beantragt ebenfalls die Nichtigerklärung des Artikels 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. April 1987, das im « Belgischen Staatsblatt » vom 10. Juni 1987 veröffentlicht wurde, wobei Artikel 44, Absatz 2, in vorgenanntes Dekret vom 5. Juli 1985 eingefügt wurde.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 11. April 1989 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof die Richter der Besetzung des Hofes benannt.

Am 2. Mai 1989 waren die referierenden Richter J. Wathelet und L.P. Suetens der Ansicht, dass der in den Artikeln 69 bis 73 des vorgenannten organisierenden Gesetzes geregelte einleitende Verfahrensgang im vorliegenden Fall nicht anzuwenden ist.

Gemäss Artikel 76 § 4 des organisierenden Gesetzes über den Hof wurde die Klage mit am 3. Mai 1989 bei der Post aufgegeben und am 5., 8. und 9. Mai 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Mai 1989

Die Jean Lamesch AG, mit Sitz in 6741 Vance, Rue de la Semois 145, vertreten durch ihren Verwaltungsrat, mit Prozessbevollmächtigten RA Anne Simon, in Dinant zugelassen, und RA D. Lagasse, in Brüssel zugelassen, und Domizil erwerbend in dessen Büro, Avenue F.D. Roosevelt 56 in 1050 Brüssel, hat am 7. Juni 1989 einen « Nebeninterventions »-Schriftsatz eingereicht.

Mit Antrag vom 23. Juni 1989, der am 26. Juni 1989 bei der Kanzlei eingegangen ist, hat die Wallonische Regionalexekutive um Verlängerung der für die Einreichung von Schriftsätzen festgelegten Frist gebeten.

Durch Anordnung vom 28. Juni 1989 hat der amtierende Vorsitzende den Antrag für unzulässig erklärt.

Die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch ihren Vorsitzenden, dessen Amtsräume sich in 5000 Namur, Rue de Fer 42, befinden, hat am 10. Juli 1989 einen « Erwidernsschriftsatz » eingereicht.

Durch Anordnung vom 20. September 1989 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 10. April 1990 verlängert

Durch Anordnung vom 7. November 1989 hat der Hof beschlossen :

1. die Wallonische Regionalexekutive nicht zur Verhandlung zuzulassen;
2. den Ministerrat zu bitten, innerhalb eines Monats nach erfolgter Notifikation der Anordnung einen Schriftsatz bezüglich der Zulässigkeit der erhobenen Klage hinsichtlich der Artikel 36 Satz 2, 44 Absatz 2, 58 § 4 und 58 § 5 des angefochtenen Dekrets zu hinterlegen

Von dieser Anordnung wurden die Wallonische Regionalexekutive, der Ministerrat und die Jean Lamesch AG mit am 8. November 1989 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen in Kenntnis gesetzt.

Der Ministerrat hat mit am 7. Dezember 1989 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief dem Hof einen Schriftsatz zukommen lassen

Durch Anordnung vom 9. Januar 1990 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 1. Februar 1990 anberaumt.

Die Parteien wurden von dieser Anordnung in Kenntnis gesetzt und ebenso wie ihre Rechtsanwälte und Vertreter über die Terminfestsetzung informiert, und zwar mit am 11. Januar 1990 bei der Post aufgegebenen und am 12. Januari 1990 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen.

In der Sitzung vom 1. Februar 1990

- ist M. Bertrand, stellvertretender Berater bei den Kanzleidiesten des Premierministers, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, erschienen,
- haben die Richter J. Wathelet und L.P. Suetens Bericht erstattet;
- wurden M. Bertrand, vorgeannt, gehört;
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikeln 62 und folgenden des Sondergesetzes geführt.

III. In Rechtlicher Beziehung

A.1. Die Klageschrift wurde in Anwendung des Artikels 4^{1°} des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof erhoben; in dieser Hinsicht wird auf die am 21. September 1988 vom Ministerrat erhobene und im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Oktober 1988 veröffentlichte Klage auf Nichtigerklärung gewisser Bestimmungen des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft Bezug genommen.

A.2. In der Begründung der Nichtigkeitsklage verweist die Klageschrift auf Urteil Nr. 44 des Hofes vom 23. Dezember 1987 bezüglich einer vom Erstinanzlichen Gericht Antwerpen gestellten präjudiziellen Frage über gewisse Bestimmungen des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft.

A.3. Die Jean Lamesch AG hat einen Schriftsatz eingereicht, weil sie der Ansicht ist, dass sie ein Interesse an der Nichtigerklärung des Dekrets habe.

Sie habe nämlich am 14. April 1989 beim Staatsrat eine Nichtigkeitsklage gegen einen Ministerialerlass vom 9. Januar 1989 erhoben, durch den ihr Antrag auf Anerkennung als Betreiberin überwachter Deponien zurückgewiesen und der vom Minister der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Energie angenommen worden sei. Diese Nichtigkeitsklage beruhe unter anderem auf der Verletzung der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften durch das wallonische Dekret vom 5. Juli 1985.

A.4. Die Jean Lamesch AG beantragt die Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985, insbesondere der Artikel 36, 44, 46 und 54 bis 58, aus den in der Nichtigkeitsklageschrift genannten Gründen, sowie weil Artikel 44 des angefochtenen Dekrets die Beweiskraft der von den Beamten der Wallonischen Region erstellten Protokolle regelt und Haussuchungen in Räumlichkeiten, die eine Wohnung im Sinne des Artikels 10 der Verfassung darstellten, erlaube, während diese Angelegenheiten, so die intervenierende Partei, zur Zuständigkeit des Staates gehörten.

A.5. Durch Anordnung vom 7. November 1989 hat der Hof den Ministerrat gebeten, sich über die Anwendung des Artikels 4^{1°} des organisierenden Gesetzes vom 6. Januar 1989 in vorliegender Rechtssache zu äussern. Der Hof hat in dieser Hinsicht festgestellt, dass sich die Artikel 36 Satz 2, 44 Absatz 2, 58 § 4 und 58 § 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 «*relatif aux déchets*» (über die Abfälle) von den Bestimmungen des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft unterscheiden.

A.6. In seinem Schriftsatz vom 7. Dezember 1989 erklärt der Ministerrat, dass die Klage hinsichtlich der genannten Bestimmungen als zulässig zu betrachten sei. Artikel 4^{1°} des organisierenden Gesetzes über den Schiedsgerichtshof verlange nicht, dass die in der zweiten Klage angefochtenen Bestimmungen mit denjenigen, gegen die die erste Klage gerichtet sei, identisch seien. Der Ministerrat meint, dass diese Auffassung in den Urteilen Nr. 10 vom 30. Januar 1986 und Nr. 55 vom 26. Mai 1988 Unterstützung finde.

Der Ministerrat weist andererseits darauf hin, dass das Dekret der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 und das Dekret der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 die gleiche Kompetenzangelegenheit regelten, und zwar die Abfallpolitik, und dass die in beiden Klagen vom Ministerrat angefochtenen Bestimmungen einschliesslich derjenigen, die der Hof in der vorgenannten Anordnung erwähnt habe, dieselbe Rechtsangelegenheit regelten; und zwar das Strafrecht, sowohl im materiellen als auch im formellen Sinne.

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage

B.1. Vorliegende Nichtigkeitsklage wurde in Anwendung des Artikels 4^{1°} des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof erhoben. Dieser Artikel bestimmte, dass eine neue sechsmonatige Frist für die Erhebung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Dekrets eröffnet wird, «*wenn eine Klage gegen eine Norm erhoben wird, die denselben Gegenstand hat und die von einem anderen Gesetzgeber als demjenigen, der das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 26bis der Verfassung erwähnte Regel verabschiedet hat, erlassen worden ist*».

B.2. Im vorliegenden Fall ist die «*Klage gegen eine Norm (...), die denselben Gegenstand hat*», die Klage des Ministerrats vom 21. September 1988 auf Nichtigerklärung gewisser Bestimmungen des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft; diese Klage wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Oktober 1988 veröffentlicht und vom Schiedsgerichtshof in dessen Urteil Nr. 11/89 vom 11. Mai 1989 für begründet erklärt.

B.3. Beide Rechtsnormen wurden von verschiedenen Normgebern erlassen, und die Klage wurde fristgerecht erhoben. Er muss noch geprüft werden, ob der Gegenstand der jeweiligen Rechtsnormen in beiden Klagen gleich ist.

B.4. Artikel 4^{1°} des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 setzt voraus, dass jede der angefochtenen Bestimmungen des zweiten Dekrets den gleichen Gegenstand hat wie eine der angefochtenen Bestimmungen des ersten Dekrets, was nicht heisst, dass ihr Inhalt identisch sein soll.

B.5. Artikel 36 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 «*relatif aux déchets*» (über die Abfälle) bestimmt folgendes :

«*Derjenige der, in welcher Eigenschaft auch immer, entweder über individuelle Auskünfte verfügt, die in Anwendung der Artikel 34 und 35 gesammelt worden sind, oder globale und anonyme Statistiken besitzt, deren Bekanntgabe individuelle Situationen enthüllen könnte, darf diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder veröffentlichen noch an unbefugte Personen oder Dienste weiterleiten. Ausserdem dürfen diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder in dem in Artikel 29 der Strafprozessordnung erwähnten Fall noch im Falle einer Zeugenaussage vor Gericht verraten werden, es sei denn, es liegt eine Übertretung des vorliegenden Artikels vor.*»

Vorliegende Klage bezieht sich auf den zweiten Satz dieses Artikels.

Die frühere Klage bezog sich nicht auf eine Bestimmung über die Statistiken und Auskünfte im Zusammenhang mit Abfällen : Artikel 4, 1° des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 kann deshalb keine Anwendung finden.

B.6. Artikel 44 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 «*relatif aux déchets*» (über die Abfälle) bestimmt folgendes :

«*Unbeschadet der Pflichten, die den Strafverfolgungsbeamten obliegen, überwachten die von der Exekutive ernannten Beamten und Bediensteten die Durchführung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse.*

Zu diesem Zweck haben sie die Eigenschaft eines Strafverfolgungsbeamten und unterstehen der Aufsicht des Generalprokurators beim Appellationshof, unbeschadet ihrer Unterordnung gegenüber ihren Vorgesetzten in der Verwaltung.

Diese Beamten und Bediensteten dürfen bzw. können in Ausübung ihres Auftrags :

1° zu jedes Tageszeit in alle Räumlichkeiten eindringen, auch wenn sie abgeschlossen und überdacht sind, wenn sie Gründe zu der Annahme haben, dass es dort gefährliche Abfälle gibt oder Beweise für das Vorliegen einer Übertretung in Sachen gefährliche Abfälle. In bewohnte Räumlichkeiten dürfen sie jedoch nur zwischen 5 und 21 Uhr und mit der vorherigen Erlaubnis des Richters am Polizeigericht eindringen.

2° in die Einrichtungen, überwachten Deponien und Anlagen eindringen, für die aufgrund der Artikel 19 und 24 eine Genehmigung erforderlich ist, sowie in die Gelände, auf denen Kippen bestehen.

3° jegliche Untersuchung, Kontrolle und Nachforschung vornehmen und alle Informationen einholen, die ihnen erforderlich scheinen, um sich zu vergewissern, dass die Bestimmungen des Dekrets und der Durchführungserlasse auch tatsächlich eingehalten werden, und insbesondere :

a) jegliche Person über jegliche Begebenheit befragen, wenn diese Informationen ihnen nützlich sind bei der Ausübung der Aufsicht;

b) sich jegliches Dokument, jegliches Schriftstück oder jegliche Urkunde an Ort und Stelle vorlegen lassen, wenn es nützlich ist für die Erfüllung ihres Auftrags. Sie dürfen auch nach solchen Unterlagen suchen und eine fotografische oder andere Kopie davon anfertigen oder sie gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

c) eine Bestandsaufnahme der Abfälle erstellen, die nötigen Proben für die Bestimmung der Zusammensetzung der Abfälle, Koprodukte oder Nebenprodukte kostenlos entnehmen, gegebenenfalls von den Besitzern der besagten Dinge die nötigen Verpackungen verlangen. Die Exekutive kann die Verfahrensweise und die Bedingungen für die Entnahme von Proben sowie die Organisation und die Arbeitsweise der für ihre Analyse zugelassenen Laboratorien festlegen;

4° im Falle einer Übertretung der Artikel 15, 18, 19, 24 und 26 und der aufgrund dieser Artikel oder bezüglich der gefährlichen Abfälle getroffenen Massnahmen die Abfälle sowie die Transportmittel, die zum Begehen der Übertretung gedient haben, zu versiegeln oder zu beschlagnahmen, selbst wenn der Eigentümer nicht in die Sache verwickelt ist; in den gleichen Fällen für eine Dauer von höchstens 72 Stunden verbieten, das Transportmittel und die Abfälle die es enthält, zu verlagern. Die Versiegelung und die Beschlagnahme müssen bei sonstiger Nichtigkeit innerhalb achtundvierzig Stunden vom Richter am Polizeigericht bestätigt werden.

5° im Falle einer Übertretung Protokolle aufnehmen, die massgebend sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird. Eine Kopie des Protokolls muss dem Übertreter bei sonstiger Nichtigkeit innerhalb vierzehn Tagen nach Feststellung der Übertretung zugestellt werden;

6° in Ausübung ihres Amtes die Unterstützung der Gemeindepolizei anfordern. *

Vorliegende Klage bezieht sich auf Absatz 2 (eingefügt durch das Dekret vom 9. April 1987), Absatz 3 1° Satz 2 und 5° Satz 1 dieses Artikels.

Die frühere Klage bezog sich auf Artikel 55 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, der folgendes bestimmte :

— Artikel 55, § 1 1 :

« Bei der Ausübung ihrer Aufgabe dürfen der Gouverneur der Provinz, der Bürgermeister und die Beamten, auf die sich Artikel 54 bezieht;

1. zu jeder Tages- und Nachtzeit und ohne vorherigen Bescheid zu allen Betrieben, Betriebstellen, Räumen oder Werkstätten, in denen Abfälle gelagert oder beseitigt werden, freien Zutritt haben; Zugang zu den bewohnten Räumen haben sie jedoch nur zwischen 5 Uhr und 21 Uhr und vorbehaltlich der Zustimmung des Richters am Polizeigericht;

(...)

— Artikel 55, § 2 :

« Die Beamten, auf die sich Artikel 54 bezieht, sind befugt, im Falle eines Verstosses Protokolle aufzunehmen, die bis zum Beweis des Gegenteils verbindlich sind. »

Artikel 44 des angefochtenen Dekrets regelt die Zuständigkeiten für die Beaufsichtigung, die Feststellung die die Ermittlung von Übertretungen durch von der Exekutive benannten Beamten und Bediensteten.

Obwohl diese Bestimmung die Zuständigkeiten nicht auf dieselbe Weise regelt wie Artikel 55 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981, hat sie den gleichen Gegenstand.

Gegen diese Artikel 55 des Dekrets der Flämischen Region war jene Klage gerichtet, die zur Anwendung des Artikels 4 1° des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 Anlass gab.

Deshalb ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 44 Absatz 2, Absatz 3 1° Satz 2 und 5° Satz 1 des angefochtenen Dekrets.

B.7. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 46 § 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

« Mit Ausnahme von Artikel 85 kommen die Regeln von Buch I des Strafgesetzbuches im Falle einer unter § 1 erwähnten Übertretung zur Anwendung. Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Urteilen gegen ihre Angestellten oder ihre Verwalter, Geschäftsführer oder Liquidatoren entstehen. »

Die frühere Klage bezog sich auf die Artikel 60 und 63 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, die folgendes bestimmten :

— Artikel 60 :

« Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Gerichtskosten. »

— Artikel 63 :

« Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der Kapitel V und VII, aber einschliesslich des Artikels 85, finden auf die durch dieses Dekret definierten Straftaten Anwendung. »

Da diese Bestimmungen den gleichen Gegenstand haben, ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 46 § 2 des angefochtenen Dekrets.

B.8. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 54 Satz 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1989 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

« Im Falle einer Wiederholung einer in den Artikeln 47 bis 53 genannten Übertretung innerhalb von drei Jahren nach einem rechtskräftigen Urteil mit einer Verurteilung aufgrund einer der in diesem Artikel genannten Übertretungen können die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe auf das Doppelte des Höchstbetrages erhöht werden. »

Die frühere Klage bezog sich auf Artikel 57 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, der folgendes bestimmte :

« Bei Rückfälligkeit innerhalb von drei Jahren nach einer vorherigen Verurteilung kann die Strafe auf das Doppelte der Höchststrafe gebracht werden. »

Da diese Bestimmungen den gleichen Gegenstand haben, ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 54 Satz 1 des angefochtenen Dekrets.

B.9. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 55 Absatz 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

« Selbst wenn sie dem Zuwiderhandelnden nicht gehören, können die Abfälle und die Transportmittel, die zum Begehen der im vorliegenden Dekret unter Strafe gestellten Verstöße gedient haben, beschlagnahmt werden. »

Die frühere Klage bezog sich auf Artikel 58 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, der folgendes bestimmte :

« Die Abfälle, die Verpackung, die Werkzeuge und die Beförderungsmittel, die bei der Straftat verwendet wurden, können beschlagnahmt werden, selbst wenn sie nicht dem Straftäter gehören. »

Da diese Bestimmungen den gleichen Gegenstand haben, ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 55 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets.

B.10. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 56 § 1 und § 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

§ 1 :

« Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, auch die des Kapitels V und des Artikels 85, sind auf die in den Artikeln 47 bis 53 erwähnten Übertretungen anwendbar. »

§ 2 :

« Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Verurteilungen ihrer Angestellten und Verwalter, Geschäftsführer oder Liquidatoren entstehen. »

Die frühere Klage bezog sich auf die Artikel 60 und 63 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, die folgendes bestimmten :

— Artikel 60 :

« Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Gerichtskosten. »

— Artikel 63 :

« Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der Kapitel V und VII, aber einschliesslich des Artikels 85, finden auf die durch dieses Dekret definierten Straftaten Anwendung. »

Da diese Bestimmungen den gleichen Gegenstand haben, ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 56 § 1 und § 2 des angefochtenen Dekrets.

B.11. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 57 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

« Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen und der Kosten, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Prozesskosten. »

Die frühere Klage bezog sich auf Artikel 60 des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft, der folgendes bestimmte :

« Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Gerichtskosten. »

Da diese Bestimmungen den gleichen Gegenstand haben, ist die Klage zulässig angesichts des Artikels 57 des angefochtenen Dekrets.

B.12. Vorliegende Klage bezieht sich auf Artikel 58 §§ 4 und 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), der folgendes bestimmt :

§ 4 :

« Der Gerichtsschreiber der Zivil- oder Strafgerichtsbarkeit lässt dem von der Exekutive ernannten Beamten die Vorladungen in bezug auf in § 1 und § 2 genannte Verstöße vor den Sachgerichtsbarkeiten zukommen. »

§ 5 :

« Die Urteile, in denen der vorliegende Artikel angewandt wird, werden der Dienststelle für Abfälle zur gleichen Zeit wie dem Verurteilten zugestellt. »

Keine einzige angefochtene Bestimmung des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 über die Abfallwirtschaft hat den gleichen Gegenstand wie diese Bestimmung. Die Klage ist also nicht zulässig angesichts des Artikels 58, §§ 4 und 5 des angefochtenen Dekrets.

Hinsichtlich der Zulässigkeit des Nebeninterventionsantrages

B.13. Die Jean Lamesch AG hat aufgrund des Artikels 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 einen Nebeninterventionsschriftsatz eingereicht; dieser Artikel bestimmt folgendes :

« Wenn der Schiedsgerichtshof über Nichtigkeitsklagen nach Artikel 1 zu entscheiden hat, kann jede Person, die ein Interesse geltend macht, binnen dreissig Tagen nach der in Artikel 74 vorgeschriebenen Bekanntmachung ihre Bemerkungen in einem Schriftsatz an den Hof richten. Dadurch wird sie als Beteiligte an dem Rechtsstreit betrachtet. »

Das Sondergesetz macht die Zulässigkeit eines Schriftsatzes also von der Akzeptanz eines Interesses abhängig. Die intervenierende Partei meint ihr Interesse damit begründen zu können, dass sie am 14. April 1989 beim Staatsrat eine Klage auf Nichtigkeitsklärung eines Ministerialerlasses vom 9. Januar 1989 anhängig gemacht habe, durch den ihr Antrag auf Anerkennung als Betreiberin überwachter Deponien zurückgewiesen und der vom Minister der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Energie angenommen worden sei. Diese Nichtigkeitsklage beruhe namentlich auf der Verletzung der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften durch das wallonische Dekret vom 5. Juli 1985.

Die sich auf die Genehmigungen und Anerkennungen hinsichtlich der überwachten Deponien beziehenden Bestimmungen des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle) sind in den Artikeln 18 bis 23 dieses Dekrets enthalten. Keine von diesen Bestimmungen wird jedoch in vorliegender Klage angefochten.

Die intervenierende Partei begründet also nicht, wodurch die angefochtenen Bestimmungen des Dekrets ihre Situation unmittelbar beeinträchtigen könnten.

Ihr Beitritt ist demzufolge unzulässig.

Hinsichtlich des Artikels 44 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets

B.14. Artikel 44 Absatz 2 des Dekrets vom 5. Juli 1985, der durch Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. April 1987 eingefügt wurde, bestimmt folgendes :

« Zu diesem Zweck haben sie die Eigenschaft eines Strafverfolgungsbeamten und unterstehen der Aufsicht des Generalprokurators beim Appellationshof, unbeschadet ihrer Unterordnung gegenüber ihren Vorgesetzten in der Verwaltung. »

Der Dekretgeber ist unzuständig, eine solche Bestimmung zu erlassen, die zur Festlegung der Verfolgungsform gehört. Diese Angelegenheit wurde durch Artikel 7 der Verfassung dem Nationalgesetzgeber vorbehalten; sie fällt nicht in den Anwendungsbereich des Artikels 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 44 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets verletzt also die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 44 Absatz 3 1^o Satz 2 des angefochtenen Dekrets

B.15. Artikel 44 Absatz 3 1^o Satz 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« In bewohnte Räumlichkeiten dürfen sie jedoch nur zwischen 5 und 21 Uhr und mit der vorherigen Erlaubnis des Richters am Polizeigericht eindringen. »

Insofern die Räumlichkeiten, auf die sich Artikel 44 Absatz 3 1^o Satz 2 bezieht, eine Wohnung im Sinne des Artikels 10 der Verfassung darstellen, ist dieser Artikel mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

Artikel 10 der Verfassung bestimmt nämlich folgendes : « Die Wohnung ist unverletzlich; eine Haussuchung darf nur in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und in der von ihm vorgeschriebenen Form vorgenommen werden ».

Gemäss diesem Artikel obliegt also dem Nationalgesetzgeber und nur ihm die Zuständigkeit, die Fälle, in denen Haussuchungen im Sinne des Artikels 10 der Verfassung angeordnet werden können, und die Form, in der sie erfolgen können, zu regeln.

Hinsichtlich des Artikels 44 Absatz 3 5^o Satz 1 des angefochtenen Dekrets

B.16. Artikel 44 Absatz 3 5^o Satz 1 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Im Falle einer Übertretung Protokolle aufnehmen, die massgebend sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird. Eine Kopie des Protokolls muss dem Übertreter bei sonstiger Nichtigkeit innerhalb vierzehn Tagen nach Feststellung der Übertretung zugestellt werden. »

Der Dekretgeber ermächtigt die von der Exekutive benannten Beamten und Bediensteten dazu, « dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (Protokolle aufzunehmen, die massgebend sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird).

Der Regionaldekretgeber, der befugt ist, den der Region unterstehenden Beamten Überwachungsaufträge in bezug auf die regionalen Normen anzuvertrauen, ist ebenfalls befugt zu bestimmen, auf welche Weise diese Beamten über ihre Feststellungen Bericht erstatten müssen.

Anders verhält es sich mit der Regelung der Beweiskraft dieser Protokolle. Diese Regelung betrifft jedoch die Beweislast in Strafsachen und ist Teil der Festlegung der Verfolgungsformen, einer Angelegenheit, die Artikel 7 der Verfassung dem Nationalgesetzgeber vorbehalten hat und die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 fällt.

Artikel 44 Absatz 3 5^o Satz 1 des angefochtenen Dekrets verletzt demnach die kompetenzbestimmenden Regeln in dem Masse, wie er die Beweiskraft der von den durch die Wallonische Regionalexekutive bestimmten Beamten aufgenommenen Protokolle regelt.

In vorgenannter Bestimmung ist die Wortfolge « qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (die massgeblich sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird) für nichtig zu erklären.

Hinsichtlich des Artikels 46 § 2 Satz 1 des angefochtenen Dekrets

B.17. Artikel 46 § 2 Satz 1 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Mit Ausnahme von Artikel 85 kommen die Regeln von Buch I des Strafgesetzbuches im Falle einer unter § 1 erwähnten Übertretung zur Anwendung. »

Dieser Artikel regelt die Frage, inwiefern die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches auf dieses Dekret Anwendung finden. Es steht dem Dekretgeber nicht zu, diese Bestimmungen zu verabschieden, ungeachtet der Frage, ob er von ihnen abweicht, sie bestätigt oder sie für anwendbar erklärt oder nicht.

Nach Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Artikel 1 bis 99 von Buch I des Strafgesetzbuches, einschliesslich Artikel 85, anwendbar auf die durch die Dekrete unter Strafe gestellten Übertretungen.

Artikel 46 § 2 Satz 1 des angefochtenen Dekrets verletzt also die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 46 § 2 Satz 2 des angefochtenen Dekrets

B.18. Artikel 46 § 2 Satz 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Urteilen gegen ihre Angestellten oder ihre Verwalter, Geschäftsführer oder Liquidatoren entstehen. »

In dem Masse, wie Artikel 46 § 2 Satz 2 des Dekrets bestimmt, dass die Vollstreckung einer der Strafen, die Zahlung der Geldstrafen, zu Lasten einer anderen als der verurteilten Person erfolgen kann, weicht er von den durch Buch I des Strafgesetzbuches festgelegten Regeln ab; somit verletzt er die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 54 Satz 1 des angefochtenen Dekrets

B.19. Artikel 54, Satz 1 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Im Falle einer Wiederholung einer in den Artikeln 47 bis 53 genannten Übertretung innerhalb von drei Jahren nach einem rechtskräftigen Urteil mit einer Verurteilung aufgrund einer der in diesem Artikel genannten Übertretungen können die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe auf das Doppelte des Höchstbetrages erhöht werden. »

Dieser Artikel verletzt die kompetenzbestimmende Regel, die sich aus Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ergibt, da er die Rückfälligkeit regelt, die eine Angelegenheit ist, die in Buch I des Strafgesetzbuches (Artikel 54 und folgende) aufgenommen ist und in den Zuständigkeitsbereich des Nationalgesetzgebers fällt.

Hinsichtlich des Artikels 55 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets

B.20. Artikel 55 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Selbst wenn sie dem Zuwiderhandelnden nicht gehören, können die Abfälle und die Transportmittel, die zum Begehen der im vorliegenden Dekret unter Strafe gestellten Verstösse gedient haben, beschlagnahmt werden. »

Es muss unterschieden werden, je nachdem die Beschlagnahme die Werkzeuge oder die Beförderungsmittel einerseits oder die Abfälle und deren Verpackung andererseits betrifft. Insofern das Dekret zulässt, dass Werkzeuge und Beförderungsmittel beschlagnahmt werden, selbst wenn sie nicht dem Verurteilten gehören, führt es eine andere Beschlagnahme ein als die, welche in Buch I des Strafgesetzbuches geregelt wird. Nur der Nationalgesetzgeber ist befugt zu bestimmen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen die Beschlagnahme als Strafe verkündet werden kann. Artikel 55 Absatz 1 des Dekrets verletzt die kompetenzbestimmenden Regeln in dem Masse, wie er die Artikel 42 und 43 des Strafgesetzbuches ergänzt.

Der Dekretgeber ist jedoch befugt zu bestimmen, dass die Abfälle und deren Verpackung beschlagnahmt werden können, selbst wenn sie nicht dem Zuwiderhandelnden gehören, falls diese Beschlagnahme darauf abzielt, gefährliche oder schädliche Sachen aus dem Verkehr zu ziehen, und somit nur den Charakter einer Sicherungsmassnahme hat.

Hinsichtlich des Artikels 56 § 1 des angefochtenen Dekrets

B.21. Artikel 56 § 1 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches auch die des Kapitels V und des Artikels 85 sind auf die in den Artikeln 47 bis 53 erwähnten Übertretungen anwendbar. »

Dieser Artikel regelt die Frage, inwiefern die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches auf dieses Dekret Anwendung finden. Es steht dem Dekretgeber nicht zu, diese Bestimmungen zu verabschieden, ungeachtet der Frage ob er von ihnen abweicht, sie bestätigt oder sie für anwendbar erklärt oder nicht.

Gemäss Artikel 11 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Artikel 1 bis 99 von Buch I des Strafgesetzbuches, einschliesslich des Kapitels V und des Artikels 85, anwendbar auf die durch die Dekrete unter Strafe gestellten Vergehen.

Artikel 56, § 1 verletzt somit die die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 56 § 2 des angefochtenen Dekrets

B.22. Artikel 56 § 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Die natürlichen und juristischen Personen sind zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Geldstrafen und die Kosten, die aus den Verurteilungen ihrer Angestellten und Verwalter, Geschäftsführer oder Liquidatoren entstehen. »

In dem Masse, wie Artikel 56 § 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass die Vollstreckung einer der Strafen die Zahlung der Geldstrafen, zu Lasten einer anderen als der verurteilten Person erfolgen kann, weicht er von den durch Buch I des Strafgesetzbuches festgelegten Regeln ab; somit verletzt er die die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Hinsichtlich des Artikels 57 des angefochtenen Dekrets

B.23. Artikel 57 des angefochtenen Dekrets bestimmt folgendes :

« Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen und der Kosten, zu denen seine Angestellten oder Bevollmächtigten verurteilt werden, sowie für die Zahlung der Prozesskosten. »

In dem Masse, wie Artikel 57 des angefochtenen Dekrets bestimmt, dass die Vollstreckung einer der Strafen, die Zahlung der Geldstrafen, zu Lasten einer anderen als der verurteilten Person erfolgen kann, weicht er von den durch Buch I des Strafgesetzbuches festgelegten Regeln ab; somit verletzt er die die jeweilige Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen bestimmenden Vorschriften.

Aus diesen Gründen,

Der Hof

erklärt den Nebeninterventionsantrag der Jean Larnesch AG für unzulässig;

erklärt die Klage insofern für unzulässig, als sie gegen Artikel 36 Satz 2 und Artikel 58 §§ 4 und 5 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle) gerichtet ist;

erklärt :

1. Artikel 44 Absatz 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle) eingefügt durch Artikel 3 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. April 1987;

2. Artikel 44 Absatz 3 1^o Satz 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1985 « relatif aux déchets » (über die Abfälle), soweit die in diesem Artikel erwähnten Räumlichkeiten eine Wohnung im Sinne des Artikels 10 der Verfassung darstellen;

3. in Artikel 44 Absatz 3 5^o Satz 1 des vorgenannten Dekrets die Wortfolge « qui font foi jusqu'à preuve du contraire » (die massgebend sind, solange nicht der Gegenbeweis erbracht wird);

4. Artikel 46 § 2 Satz 1 des vorgenannten Dekrets;

5. die Artikel 46 § 2 Satz 2, 56 § 2 und 57 des vorgenannten Dekrets, soweit sie eine andere als die verurteilte Person als zivilrechtlich und solidarisch haftbar für die Zahlung der Geldstrafen bezeichnen;

6. Artikel 54 Satz 1 des vorgenannten Dekrets;

7. Artikel 55 Absatz 1 des vorgenannten Dekrets, soweit er die Beschlagnahme der Beförderungsmittel regelt, und soweit er die Beschlagnahme der Abfälle regelt, insofern diese Beschlagnahme keine Sicherungsmassnahme darstellt;

8. Artikel 56, § 1 des vorgenannten Dekrets,

für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. April 1990.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
Jean Sarot.